

Bulletin du FMI

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES RÉGIONALES

Maintien des niveaux de dépenses sociales en Afrique malgré la crise

Bulletin du FMI en ligne
23 avril 2010



Écolières à Libreville (Gabon) — En 2009, les dépenses de santé et d'éducation ont fortement augmenté partout en Afrique subsaharienne sauf dans les pays à revenus intermédiaires (Photo : FMI).

- Tendence à la hausse des dépenses de santé et d'éducation jusqu'aux effets de la crise
- Maintien des dépenses sociales dans la plupart des pays subsahariens en 2009
- Aggravation générale déficits budgétaires dénotant un fléchissement de la croissance

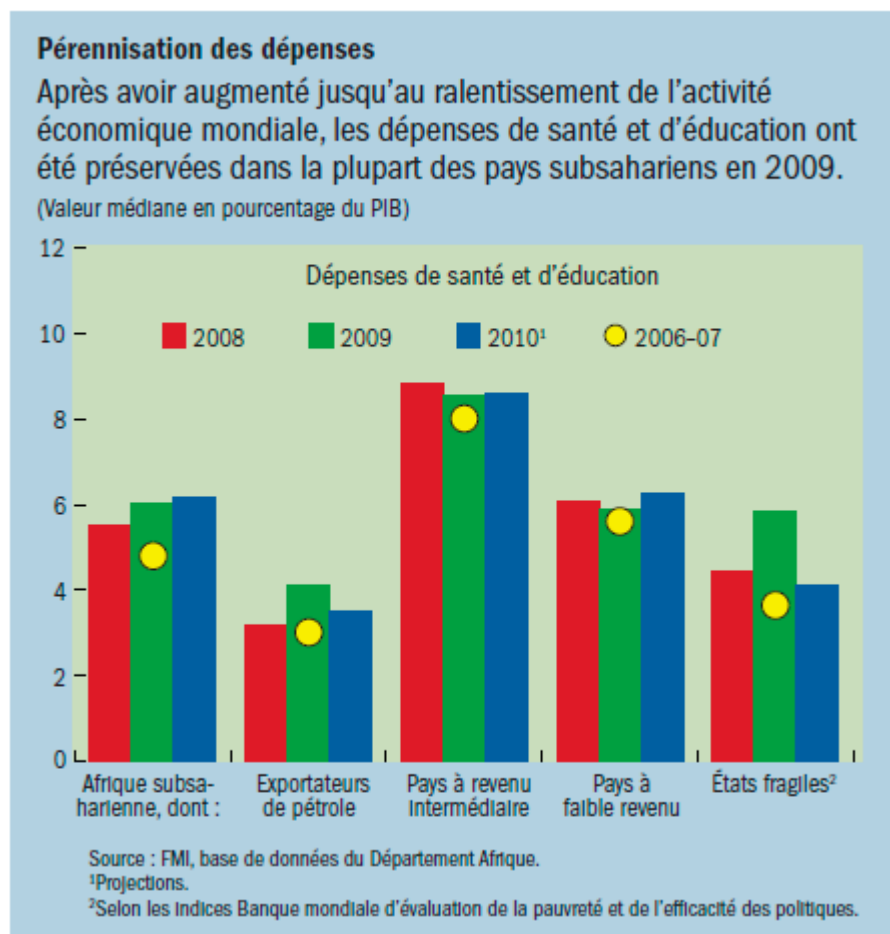
L'accroissement des dépenses de santé et d'éducation en Afrique subsaharienne durant la période qui a précédé la crise s'est maintenu en 2009, malgré les effets du ralentissement de l'activité dans le monde, selon un rapport du FMI. Les *Perspectives économiques régionales* pour l'Afrique subsaharienne signalent que selon les premières données disponibles, la valeur médiane des dépenses de santé et d'éducation a été supérieure aux niveaux de la période 2006-07 pour tous les pays et en particulier dans les États fragiles, où elles ont sensiblement augmenté.

Le rapport précise qu'en 2009, les dépenses publiques d'investissement, de santé et d'éducation se sont accrues dans tous les pays exportateurs de pétrole, les pays à faible revenu et les États fragiles. Toutefois, dans les pays à revenu intermédiaire, le niveau médian des dépenses de santé et d'éducation a légèrement fléchi en 2009 bien les niveaux des dépenses d'investissement soient restés généralement stables.

L'un des problèmes apparu dans la plupart des pays subsahariens a été, par le passé, la tendance à la réduction des dépenses de croissance et de lutte contre la pauvreté en cas de contraintes budgétaires. Dans la plupart des pays subsahariens, les dépenses de santé et d'éducation ont eu tendance à augmenter jusqu'à ce que les effets de la crise mondiale se fassent ressentir.

Une tendance marquée

Les dépenses de santé et d'éducation ont représenté en moyenne, environ 5 ½ % du PIB en 2006-07 et ont atteint près de 7 % en 2008 — soit presque le tiers de la totalité des dépenses primaires de la région. Les pays à revenu intermédiaire sont ceux où ces dépenses ont été le plus élevé en 2006-07, avec près de 8 % du PIB, tandis que les pays exportateurs de pétrole sont ceux qui y ont consacré le moins de ressources avec 3 % du PIB. Il semble que les dépenses de santé et d'éducation aient été préservées dans la plupart des pays en 2009 (voir graphique).



En pourcentage du PIB, les dépenses de santé et d'éducation des États subsahariens fragiles sont désormais alignées sur le niveau de ces dépenses dans les pays à faible revenu. Exceptés les pays à revenu intermédiaire en 2009, les taux de croissance réels de ces dépenses ont été élevés, en Afrique subsaharienne.

Un nombre accru de pays subsahariens se sont dotés de programmes visant à assurer une protection sociale en cas de période difficile et la promotion sociale en permanence. Quelques pays africains ont réussi à mettre en place des programmes de transferts sociaux en espèces à des fins de réduction de la pauvreté et bien d'autres prennent note du faible coût et de la relative efficacité de ces programmes.

Le rapport indique que l'une des priorités des gouvernements subsahariens sera de pérenniser le caractère urgent du renforcement des dispositifs de protection sociale, après la crise, afin de mieux prémunir les populations africaines face à d'éventuels nouveaux chocs.

Sur la base des provisions et des résultats de l'exécution budgétaires, l'orientation des politiques budgétaires semble claire; accroître l'investissement public et pérenniser les dépenses de santé et d'éducation. Toutefois, le défi majeur pour les pouvoirs publics sera de ramener ces dépenses à leur niveau d'avant la crise.

Les politiques budgétaires pour contrecarrer le ralentissement

Le rapport signale aussi qu'en élaborant leurs budgets pour 2009, près de la moitié des pays subsahariens s'attendaient à ce que la croissance économique tombe sous les taux moyens de la période 2003-07. Pour contrer le ralentissement de la croissance, plusieurs pays ont envisagé des mesures contra-cycliques, prenant généralement la forme d'augmentations des dépenses. Lorsque les dépenses n'ont pas augmenté, ce fut principalement dû à des impératifs de stabilité macroéconomique et aux contraintes de financements, notamment à des réductions des décaissements au titre de l'aide extérieure.

En 2009, les déficits budgétaires se sont accrus dans les deux-tiers des pays subsahariens confrontés à un ralentissement de leur croissance, surtout en raison de dépenses discrétionnaires au-delà des tendances à moyen terme. Ceci dénote essentiellement la fermeté des positions budgétaires de la plupart des pays au début de la crise et la disponibilité de financement extérieurs complémentaires. Dans bien des pays, la persistance de déséquilibres macroéconomiques a compliqué la mise en œuvre des mesures contra-cycliques même lorsque le ralentissement attendu se matérialisait.